

Autrement dit, il semble que cette force soit destinée à devenir en grande partie une organisation frontalière. Si elle réussit à enrayer les incursions, elle aura certes été utile. L'Égypte a clairement défini sa position quant à l'usage de cette force. Le 11 mars, M. Hatem dont j'ai parlé il y a quelques instants, a dit:

L'Égypte a consenti au maintien de la force d'urgence des Nations Unies à condition qu'elle s'en tienne à la mission fixée par les Nations Unies, c'est-à-dire faire respecter le cessez-le-feu et le faire suivre du retrait de l'ennemi (Israël) derrière les frontières de l'armistice.

L'Égypte n'acceptera pas que la force assume d'autres tâches que celles-là.

Naturellement, ils ne faisaient que mettre en application ce qu'ils avaient déclaré le 4 février après la résolution du 2 février. Le ministre des Affaires étrangères a alors dit qu'à la suite du retrait des troupes d'Israël, la force des Nations Unies prendrait position exclusivement des deux côtés de la ligne d'armistice. L'entrée, l'installation et le déploiement de la force ne peut se faire qu'avec le consentement du gouvernement égyptien. La force des Nations Unies se trouve en Égypte non en qualité de force d'occupation, non pas pour remplacer l'envahisseur, non pas pour résoudre une question quelconque ni pour régler le moindre problème, que ce soit à propos du canal de Suez, de la Palestine ou de la liberté de passage dans les eaux territoriales.

Telle est la situation dans laquelle se trouve à l'heure actuelle la force d'urgence des Nations Unies. Je pense que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures aurait dû se donner la peine de nous préciser ce que la force peut faire exactement. On rapporte également des nouvelles alarmantes suivant lesquelles les troupes scandinaves faisant partie de la force seraient retirées d'ici deux mois. J'espère qu'il n'en est rien. Le premier ministre du Danemark aurait dit à la Nouvelle Delhi, le 7 mars, que la force constitue un fardeau financier pour les petits pays et que les membres des Nations Unies qui n'ont pas envoyé de soldats au Moyen-Orient devraient maintenant assumer une partie de la tâche. Il a dit que les quatre pays scandinaves ont fini par décider de retirer leurs troupes de la force d'urgence des Nations Unies, peut-être d'ici quelques mois. C'est une autre question dont le ministre aurait dû nous entretenir aujourd'hui. Il y a également des difficultés à propos des éléments yougoslaves de la force. Une dépêche de presse a annoncé une fois qu'on les retirait de la bande de Gaza. Est-ce que leur participation sera entière, ou bien quelle est la situation de cette force?

[M. Green.]

Puis, la question la plus importante de toutes est de savoir si les troupes devront se retirer si l'Égypte l'ordonne. Le ministre nous a fort peu rassurés là-dessus aujourd'hui. Il a dit que les Nations Unies pouvaient adopter une résolution décidant que la force devrait demeurer dans la bande de Gaza, mais il a dit alors qu'il serait impossible de contraindre l'Égypte à accepter la résolution des Nations Unies. A mon avis, cela signifie en fin de compte qu'il faudrait retirer les troupes si l'Égypte décidait de ne plus vouloir respecter la résolution des Nations Unies. Le ministre a-t-il dit quelque chose?

L'hon. M. Pearson: Que feriez-vous dans ce cas?

M. Green: Il est possible que ce soit la seule chose à faire mais je pense que le gouvernement devrait avoir la franchise de nous dire que tel est le cas. De fait, l'Égypte pourrait obtenir sur simple demande le retrait de cette force. Je ne sais vraiment pas comment le gouvernement peut tant se fier à la bonne foi de M. Nasser. Le ministre a dit aujourd'hui que l'Égypte serait moralement obligée de se conformer aux résolutions des Nations Unies. Jusqu'ici, elle ne l'a pas été. Le 12 mars, le *Times* de New-York a publié un éditorial intitulé: "Nasser défie l'ONU" et dont voici un extrait:

La menace d'une nouvelle crise plane sur le Moyen-Orient aujourd'hui par suite de la répudiation, de la part du président Nasser, des assurances qu'il avait données privément aux Nations Unies et aux États-Unis. Il cherche maintenant à rétablir le *statu quo* antérieur, ce qui lui permettrait de reprendre sa guerre contre Israël et de mettre le monde à rançon par son contrôle absolu du canal de Suez.

Aujourd'hui, la Chambre, le ministre a sermoné l'Égypte; mais le gouvernement du Canada agirait bien plus efficacement s'il adressait des protestations formelles à l'Égypte, lorsque cette nation prend des attitudes qui ne sont pas conformes aux résolutions des Nations Unies ou à ce qui, de l'avis du Canada, devrait être des attitudes convenables.

Je le répète, le Canada est profondément impliqué dans cette affaire. Nous avons des troupes là-bas; nous faisons partie du comité consultatif de la force d'urgence des Nations Unies; le commandant est canadien; et nous subissons de très lourdes dépenses. Les comptes concernant notre activité jusqu'ici ne sont pas encore arrivés, mais je ne doute nullement qu'ils atteindront des millions de dollars.

A mon avis, le Gouvernement canadien a fait, depuis le début, deux erreurs fondamentales. L'une était de suivre de trop près la